



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2015-8**

Séance du 04 mars 2015 à dix-huit heures trente

L'an deux mille quinze, le quatre mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents:

MM. Caizergues, Billette, Carbonneill, Joly, Hervet, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber

Mmes Albigès, Bérard, Bertin, Castillo, Chibani, Fraisse, Pervent, Maury, Olivier, Vella Vilaplana

Absent excusé:

M. Laget

Secrétaire de séance: Mme Bérard

Nombre de membres en exercice: 23

Présents: 22

Absents: 1

Procurations: 0

Votants: 22

Date de convocation et affichage

27 février 2015

Objet: adhésion à la mission remplacement du CDG34

M. le maire expose que pour faire face à des imprévus en matière de gestion du personnel (longues absences pour maladie notamment) le Centre de Gestion propose une mission de remplacement.

Cette mission de remplacement constitue en la mise à disposition rapide de personnels avec une simplification des démarches administratives, le CDG34 se chargeant de toutes les formalités.

Pour bénéficier de la mission de remplacement il y a lieu de signer une convention qui en définit les conditions.

La convention a été transmise en amont aux élus. M. le maire donne lecture de la convention et donne ensuite la parole aux élus qui le souhaitent.

Le conseil municipal entend l'exposé de M. le maire, après discussion et à l'unanimité:

-se prononce favorablement sur la signature de la convention de remplacement avec le CDG34

- donne tous pouvoirs à M. le maire de la signer ainsi que tous les documents y afférents.



Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 04 mars 2015
Roger CAIZERGUES
Maire

nomenclature:4.1.6

Certifiée exécutoire compte tenu de la date :
- d'envoi dématérialisé en préfecture le:
- d'affichage le:



Convention d'adhésion à la mission remplacement du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault

ENTRE

La commune de LAVERUNE représentée par son Maire Monsieur Roger CAIZERGUES dûment habilité par délibération de l'assemblée délibérante en date du 04 mars 2015

ET

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34) représenté par son Président, Monsieur Christian BILHAC dûment habilité par délibération du Conseil d'administration en date du 4 juillet 2014.

Il est préalablement exposé :

Vu la loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale qui dispose dans son article 25 que « *Les centres de gestion peuvent assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements, à la demande de ces collectivités et établissements.*

Ils peuvent mettre des agents à disposition des collectivités et établissements qui le demandent en vue d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles ou d'assurer des missions temporaires ou en cas de vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu. Ils peuvent également mettre des fonctionnaires à disposition des collectivités et établissements en vue de les affecter à des missions permanentes à temps complet ou non complet. »

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :


ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention peut être dénoncée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception avant le 31 octobre de l'année N pour une date d'effet au 1^{er} janvier de l'année N + 1.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

 *concernant la commune de LAVERUNE :*

Si la commune de LAVERUNE souhaite mettre fin à une mission en cours, elle devra observer un préavis de 15 jours après réception par le CDG 34 d'une demande écrite par lettre recommandée avec accusé de réception.

 *concernant le CDG 34 :*

En raison d'une circonstance particulière (maladie ordinaire de l'agent affecté dans la collectivité, intempéries, ...) le CDG 34 pourra annuler la mission préalablement prévue. Dans cette hypothèse, le CDG 34 s'engage à informer sans délai la collectivité ou l'établissement public de l'absence de l'agent de la mission remplacement et à rechercher une solution de substitution similaire au plus tard sous une semaine.

ARTICLE 9 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, relève de la compétence du Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Le Maire, Roger CAIZERGUES
maire

Le président du CDG 34,




Christian BILHAC